

## DEUX HIRONDELLES

### PEUVENT-ELLES FAIRE LE PRINTEMPS ?

#### SOMMAIRE

##### Edito

##### Maison du Monde

Acquisitions du centre de doc  
CA de la Maison du Monde

##### Méditerranée

Rencontre-débat du 6 mai sur Podemos

##### Développement

Brésil, la lutte pour la terre et  
contre les grandes exploitations  
Nord-Mali, des nouvelles de Hama

##### Peuples Solidaires

Projet Sénégal : L'AFD cofinance !

##### Droits de l'Homme

Stop à la surveillance de masse

##### Le Forum Social Mondial de Tunis

*Le FSM étendu à l'Essonne : conférences-débats*

- Pour les patrons, tout est bon dans le Macron ?
- Le gaz de schiste en France et au-delà
- La financiarisation de la protection sociale
- 10 cinéastes contre le racisme ordinaire
  - La liberté d'expression pour les médias libres

**Café de l'actu** : Le FSM à Tunis

##### Aux croisements du monde

Massacres culturels

##### Agenda

#### La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

#### La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509, Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : [contact@maisondumonde.org](mailto:contact@maisondumonde.org)

site web : [maisondumonde.org](http://maisondumonde.org)

Imprimé par nos soins

édito

L'élection de Barack Obama en 2008 avait soulevé un immense espoir de voir un changement radical de la politique des Etats-Unis, tant sur le plan intérieur (retour vers plus de régulation économique, instauration d'un régime de sécurité sociale pour les plus fragiles, diminution de la fracture ethno-sociale), que sur le plan international (normalisation de leurs relations avec les Etats à population majoritairement musulmane, désengagement militaire en Afghanistan et en Irak, fermeture de la prison de Guantanamo, règlement du conflit israélo-palestinien par la création d'un Etat palestinien, avec en préalable l'arrêt de la colonisation).

Pourtant, après six ans à la tête de son pays, la déception était grande devant le petit nombre d'engagements tenus. Mais aujourd'hui, ne boudons pas notre plaisir et saluons les rapprochements qu'il a opérés avec Raul Castro pour la normalisation des relations entre les Etats-Unis et Cuba d'une part, avec Hassan Rohani pour celles avec l'Iran d'autre part. Ces bonnes nouvelles arrivent en un temps où le monde est pourtant confronté à de graves périls : montée des radicalismes religieux, poussée des partis d'extrême-droite xénophobes aux quatre coins de l'Europe, crise économique et monétaire aggravée par l'égoïsme des pays riches, désespoir d'une partie des classes moyennes des pays du Sud qui bravent la mort en Méditerranée, tant l'avenir dans leurs pays leur semble bouché, incapacité de la communauté internationale à mettre en place des mesures pour enrayer le péril écologique chimique, nucléaire et climatique.

S'il se concrétise, le rapprochement avec Cuba mettra fin à une brouille vieille de plus de cinquante ans : absence de relations diplomatiques, embargo sur les marchandises, même vitales, maintes fois condamné à une très

large majorité par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

L'accord sur le nucléaire iranien qui devrait intervenir d'ici le mois de juin permettrait la reprise des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Iran, rompues depuis la prise en otage du personnel de l'ambassade américaine en 1979.

Ces deux conflits dont les Etats-Unis ont du mal à sortir ont des points communs. Ils ont été humiliés par un pays réputé beaucoup plus faible qu'eux, ils ont imposé des sanctions économiques pour les faire plier et leurs gouvernements successifs avaient reculé jusqu'à maintenant devant un lobby très actif : celui des exilés cubains de Miami pour Cuba et l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) en ce qui concerne l'Iran.

Il faut souhaiter que la levée des sanctions auxquelles ces deux pays étaient soumis ne soit pas essentiellement l'ouverture d'un terrain de chasse pour les investisseurs étrangers avec les dangers que cela comporte pour la population et la souveraineté du pays. Rappelons que le niveau médical et culturel des Cubains est parmi les plus élevés du monde !

Espérons également que ces deux avancées récentes dans la résolution de conflits anciens fassent tâche d'huile et que l'ensemble des gouvernements prennent exemple sur le courage montré en l'occurrence par Barack Obama qui résiste à des groupes de pression actifs et puissants qui défendent leurs intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

Mais que de temps et d'occasions perdus du fait que nos dirigeants politiques considèrent généralement qu'il n'y a que deux périodes propices à la tenue de leurs promesses les plus audacieuses : « l'état de grâce » de quelques mois qui suit leur élection, et les deux dernières années de leur ultime mandat.

Mercredi 6 mai à 19h à la Maison des Syndicats d'Evry Place des Terrasses

#### Rencontre-débat

« Des Indigné-e-s à Podemos, mobilisation populaire en Espagne »

avec Irma Heras et Jose Alberto Minguez du Cercle Podemos Paris voir page 3

événement

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA MAISON DU MONDE

A l'occasion de son Assemblée Générale annuelle, le samedi 14 avril, la Maison du Monde a renouvelé son **Conseil d'Administration**. Certains membres représentent des associations résidentes :

Marc ALMERAS : Dare-Dare  
 Claude BESCOND : Artisans du Monde  
 Françoise BORIES  
 Michel CHESSERON  
 Marie-Anne CHICHERY  
 Bertrand HEILBRONN  
 Myriam HEILBRONN  
 Mariama KANE : Les Amis de Kayes  
 Yvette LE GARFF : La Ligue des Droits de l'Homme  
 Bernadette PARADIS  
 Josette PINEAU : Evry-Palestine

Marie PONROY  
 Claude SIMON : Les Amis du Monde Diplomatique  
 François VAILLE

## **Bureau :**

Présidente : Myriam Heilbronn  
 Vice-Président : François Vaillé  
 Secrétaire : Marie Ponroy  
 Secrétaire-adjoint : Michel Chesseron  
 Trésorier : Jacques Simon  
 Trésorier-adjoint : Bertrand Heilbronn

## ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

mars 2015

### « L'Empire des hygiénistes : vivre aux colonies »

Olivier LE COUR GRANDMAISON - livre – 2014  
 Résumé : *Au lendemain de la Commune de Paris, la France devient la deuxième puissance coloniale du monde. À la conquête succède l'exploitation des colonies, réputée profiter à la fois aux colons, à la métropole et aux « indigènes ». C'est dans ce contexte que se développent les sciences dites « coloniales », qui prospèrent comme des disciplines spécialisées au sein de la sociologie, de l'ethnologie, du droit, de la géographie, de l'histoire et de la médecine, en prenant pour objet spécifique les colonies et les autochtones qui y vivent. Marquées par des paradigmes biologiques et racistes – inégalité des races, transmission héréditaire des caractéristiques physiques et psychologiques... –, ces sciences contribuent à la diffusion d'une conception hiérarchisée du genre humain qui se traduit de manière très concrète : par une séparation stricte entre Européens et « indigènes » en vertu de considérations hygiénistes, par la pratique courante du travail forcé ou encore par le maintien de l'esclavage domestique malgré son abolition en 1848. Comme dans les deux premiers volumes de sa trilogie (Coloniser. Exterminer et La République impériale), l'auteur met au jour des aspects peu connus de la colonisation française en*

*s'appuyant sur un corpus souvent négligé – ouvrages de médecine, manuels universitaires... – et en analysant les débats politiques qui eurent lieu tout au long de la période.*

### « Dette et extractivisme : la résistible ascension d'un duo destructeur »

Nicolas SERSIRON - livre - 2014

### « Le livre noir de l'occupation israélienne : les soldats racontent »

BREAKING THE SILENCE - livre - 2013

### « Les damnées du low cost »

Anne GINTZBURGER et Franck VRIGNON - dvd - 2014

### « Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale : des innovations locales et paysannes en Afrique de l'Ouest »

CFCI ; FONDATION DE FRANCE ; ROPPA - fascicule - 2014

### « Une procédure en trompe l'oeil : les entraves à l'accès au recours effectif pour les étrangers privés de liberté en France »

OBSERVATOIRE DE L'ENFERMEMENT DES ETRANGERS - fascicule - 2014

## FOCUS SUR UN ABONNEMENT DISPONIBLE AU CENTRE DE DOCUMENTATION RITIMO D'EVRY

### **Altermondes**

: est un média citoyen qui, à travers une revue trimestrielle, deux hors séries par an et un site internet, s'intéresse aux problématiques internationales sous l'angle de la solidarité et de la citoyenneté, du développement durable, des droits humains... Il favorise la compréhension des enjeux internationaux, éclaire les projets, les mobilisations et les alternatives citoyennes et promeut des comportements et pratiques plus justes, plus responsables et plus solidaires.

Pour proposer un autre regard sur le monde, Altermondes donne la parole aux personnes et aux organisations qui, chaque jour, agissent sur le terrain, pour construire un monde plus juste (ONG, associations, syndicats, mouvements sociaux, collectivités territoriales...). Les contenus éditoriaux naissent de la rencontre et de l'échange entre des journalistes et des acteurs de la société civile, venus des quatre coins du monde et experts sur les sujets abordés.

## RENCONTRE-DÉBAT

Mercredi 6 mai 2015, à 19 heures



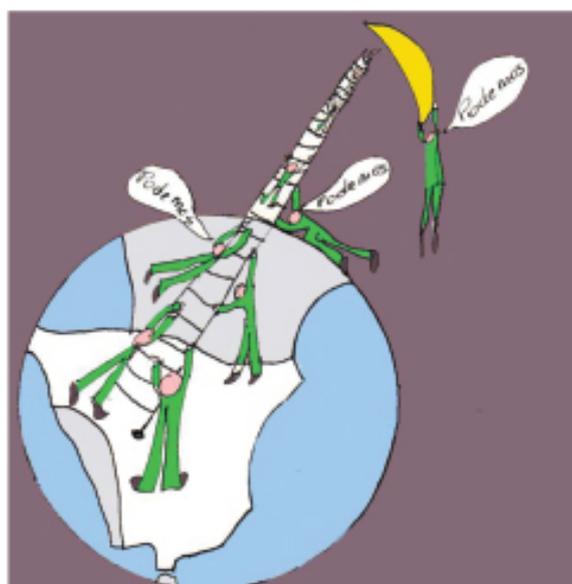
sur le thème :

### ... DES INDIGNÉ-E-S À PODEMOS, MOBILISATION POPULAIRE EN ESPAGNE !

Avec

**Irma HERAS et Alberto MINGUEZ**

Ainsi que la participation de **Renaud LAMBERT** - journaliste au Monde Diplomatique -



Affiche originale rappelant ce slogan écrit sur la place « Puerta del Sol » à Madrid :  
"Sol, ya lo tenemos, ahora vamos a por la Luna"  
(le Soleil nous le tenons, maintenant allons chercher la Lune).

L'indignation devant la corruption touchant les couches dirigeantes, la colère suscitée par des politiques de régression sociale (expulsion des logements, IVG, Libertés Publiques), et d'austérité s'avérant désastreuses pour la société civile, l'envie de retrouver un espoir pour la jeunesse et la soif de démocratie sont les ressorts de la mobilisation du « peuple » espagnol face à la « caste ». Depuis le début de la crise apparue brutalement en 2008 après la crise des « subprimes » aux USA, le nombre d'émigré-e-s espagnol-e-s a crû de manière considérable, parallèlement à la croissance du chômage. Aujourd'hui près de 2 millions d'espagnols, dont une très forte proportion de jeunes ont été contraints d'essaimer un peu partout sur la planète.

#### Nos deux invité-e-s sont des militant-e-s du Cercle PODEMOS de Paris

Avec eux nous pourrions donc échanger sur ces formidables « marées » humaines qui ont submergé l'Espagne en 2011 et ont convergé le 15 Mai à la Puerta del Sol à Madrid, lieu symbolique du kilomètre zéro de toutes les routes d'Espagne. Après avoir occupé cette place jour et nuit, après y avoir suscité au travers de commissions de réflexion, de forums publics, de nombreux débats sur l'avenir de la jeunesse, sur la profondeur de la crise économique mais également politique, morale et sociale, après cette période dite des « indigné-e-s », le mouvement s'est replié vers les places des villages mais également dans les quartiers des grandes villes. Ce temps de latence dura un peu plus de deux ans.

Dès son apparition en janvier 2014, ce mouvement (transformé en parti politique en mars 2014) créait un séisme dans le champ politique de l'autre côté des Pyrénées. Après seulement 5 mois d'existence, Podemos devenait la 4<sup>ème</sup> force politique nationale aux élections européennes de mai 2014. Le 22 mars 2015, il y a un mois, lors d'élections régionales anticipées en Andalousie, la liste Podemos se hissait au 3<sup>ème</sup> rang des forces politiques de cette région. Mieux, dans certaines villes comme à Cadix, elle est même devenue la 1<sup>ère</sup> force politique. De fait, l'objectif avoué de ce nouveau Parti est de remporter les élections législatives de fin Novembre prochain. Nous verrons dans quelques jours, le 24 mai, lors des élections Régionales autonomes dans le reste de l'Etat espagnol, la vérité des urnes.

Après 18 mois d'existence, les chroniqueurs politiques dénombrent environ 1.000 cercles Podemos qui regrouperaient près de 220.000 adhérents ce qui traduit une réelle dynamique populaire. Des « cercles Podemos » sont également nés en Amérique Latine, en Tunisie, au Liban, en Australie, aux USA, en Russie, en Chine, dans les pays du vieux continent et dans de nombreuses villes de France (Grenoble, Lyon, Montpellier, en Midi-Pyrénées, et naturellement à Paris). Sans être l'unique traduction politique des indigné-e-s, Podemos en représente peut-être l'essence même.

**Lieu de la Rencontre - Débat : « Maison des Syndicats » d'Evry**  
**Place des Terrasses de l'Agora** : Tel : 01 60 77 21 56 – 06 70 52 35 98  
**RER - Ligne D : sortie Gare d'Evry – Courcouronnes -**

*Un pot amical, conclura cette rencontre-débat.*

# Devenir Paysan en Voyageant - 4 -

## Le MST : la lutte pour la terre et contre les grandes exploitations

Notre dernière étape au Brésil a été 3 semaines aux côtés du mouvement MST (Mouvement des paysans sans terre) dans le sud de l'Etat du Rio Grande do Sul.

développement

Le MST est un mouvement social en faveur d'un partage équitable de la terre agricole. Il est né en 1984 par des fils de paysans qui n'avaient pas assez de foncier pour rester sur les fermes familiales et qui ne souhaitaient pas grossir les rangs des favelas. Ces paysans se sont donc rassemblés pour dénoncer l'accaparement des terres par des grands propriétaires. Le MST est organisé autour de 6 grands objectifs :

- **Construire une société sans exploiters et où les travailleurs sont au-dessus du capital.**
- **La terre est un bien commun. Elle doit être au service de toute la société.**
- **Garantir du travail pour tous, avec une juste distribution de la terre, des revenus et des richesses.**
- **Chercher en permanence la justice sociale et l'égalité des droits économiques, politiques, sociaux et culturels.**
- **Défendre les valeurs humanistes et socialistes dans les relations sociales**
- **Combattre toutes les formes de discrimination sociale et chercher la participation égalitaire des femmes.**

L'idée principale défendue par le MST est la mise en place de la **réforme agraire au Brésil**. Elle consiste en une meilleure répartition des terres entre tous les paysans en favorisant le travail collectif, sous forme de coopérative par exemple. Une grande majorité des paysans du MST luttent aussi contre l'utilisation abusive des pesticides et sont en faveur d'une agriculture biologique pour le Brésil.

Le principe de lutte pour la terre du MST est l'organisation de grands camps rassemblant de 50 à 5000 familles qui souhaitent acquérir de la terre pour produire. Des baraquements sont montés sur des terrains appartenant à des grands propriétaires (individus ou entreprises) qui investissent dans le foncier. Le MST lutte contre ces propriétaires qui n'utilisent pas le foncier, ne respectent pas les droits de l'homme ou cultivent des OGM avec de nombreux pesticides à très grande échelle.



Ces campements bien organisés durent entre 1 et 5 ans. La plupart du temps le ministère du développement agricole attribue ensuite du foncier à ces familles. Elles ne seront jamais propriétaires, le foncier appartient à l'Etat ou à la fédération et est prêté en usufruit aux familles pour cultiver. Ces lots de terrains retournés aux paysans du MST sont appelés **assentamento**.

### Un exemple de mobilisation du MST :

Nous avons assisté à une mobilisation majoritairement organisée par des femmes du MST suite au 8 mars :

« Lundi 9 mars au soir nous attendons un bus dans le noir. Nous avons rejoint un groupe de femmes sur le bord de la route qui va à Porto Allègre (400km plus au nord). Nous grimpons dans le bus et petit à petit nous récupérons différents groupes de femmes à l'entrée des assentamentos dans le noir. Nous arrivons à 5h du matin devant l'entrée de l'usine ADAMA à Taquari (site de fabrication de produits phytosanitaires israéliens). L'entrée de l'usine reste



bloquée jusqu'à 10h, et plus de 800 femmes aux couleurs du MST demandent l'arrêt de l'utilisation des produits phytosanitaires.»

3 jours de manifestations ont suivi dans les rues de Porto Allègre et un blocage du Ministère du Développement Agricole pour demander une suppression de l'épandage de pesticides par avion et un réel développement de l'agroécologie comme alternative à l'agrobusiness. Environ 5000 paysans et citoyens ont participé à ces manifestations. Ces mouvements ont eu lieu dans tous les Etats brésiliens.

### Un exemple de coopérative du MST : COPAVA

COPAVA a été créée en 1995 au sein d'un assentamento de 50 familles qui s'est formé en 1992. Aujourd'hui, 13 familles travaillent en commun au sein de cette coopérative. L'ensemble des terres est cultivé par toutes les familles, ce qui représente 300ha. Un troupeau de 40 vaches laitières permet de produire du lait qui est pasteurisé et vendu en direct dans les communes alentours et pour la restauration collective (voir article de mars). Ce travail va au-delà de la simple production puisqu'ils cultivent aussi leur propre alimentation en commun (porcs, moutons, légumes, canne à sucre,...). Le travail est organisé par un conseil de 6 personnes qui distribuent les tâches à chaque famille. Chaque personne est rémunérée par la coopérative selon le nombre d'heures travaillées avec un plafond de 180h/mois. La production est presque en agriculture biologique et les familles souhaitent dans le futur être certifiées. Les habitations sont concentrées sous forme d'un « agroville » (ressemble à un hameau français) qui est au cœur des 300ha et possède une école pour tous les enfants de l'assentamento et une épicerie. Aujourd'hui, l'idée est de construire une boulangerie dans l'agroville afin de continuer à se diversifier.

Pour découvrir plus de photos et d'autres expériences rendez-vous sur notre site : <http://devenirpaysan.wix.com/devenirpay>.

A bientôt.

Céline et Maxime

# Nord-Mali : nouvelles de Hama

Bonjour,  
Voici quelques nouvelles de Hama, joint ce matin 1er avril par téléphone, qui nous fait part d'une situation très difficile chez lui dans la région :

"La situation à Douentza et dans le Nord-Mali est dans une insécurité 'totale'. Des camions qui transportent du matériel sont mis à feu par des personnes à moto (transport de matériel de la Minusma, matériaux pour adduction d'eau, ...) ; 6 camions ont brûlé sur la route de Tombouctou et un ami de Hama qui conduisait un camion de la Croix Rouge a été tué ces derniers jours (fait revendiqué par le MUJAO), d'autres camions ont été brûlés sur la route de Gao. Ce matin,

vers Mondoro, village natal de Hama, l'armée a été attaquée par des 'Touaregs' et des renforts militaires s'y rendent actuellement.

Cette situation d'insécurité bloque tout le monde et personne ne travaille. Du matériel de l'entrepreneur qui doit faire le puits de BOTA a été pris sur deux chantiers en cours vers HOMBORI. Les ONG ont peur de se déplacer dans la région".

Hama ajoute :

"Tout le monde a signé l'accord y compris l'Algérie... sauf les 'Touaregs'... La pression est mise par ceux-ci sur la population de Kidal pour manifester... Il n'y a pas de sanction internationale."

Hama se rend ce matin à BOTA pour

une réunion de lancement de réalisation du puits. Une équipe de jeunes, tout juste revenus des travaux des champs (ce qui avait obligé à décaler de quinze jours le début des travaux), devrait s'engager nominativement dans le chantier.

Hama, pour sa part, compte tenu du contexte, ne peut exercer son activité (dans le bâtiment).

Bien que pressé par le temps, Hama ne manque pas de transmettre chaleureusement son amitié à tous les amis d'ici ...

Amicalement,

Gérard Gentilhomme et

Anne-Marie Potiron, de Cencenkisé

développement

## PROJET SÉNÉGAL : L'AFD (Agence Française de Développement) COFINANCE !

La première version de notre projet intitulée :

« **Renforcement du pouvoir économique et politique des femmes dans les zones rurales, régions de Tambacounda et de Kédougou, Sénégal** » conçue en partenariat avec ActionAid Sénégal, avait été déposée à l'Agence Française de Développement (AFD) à la fin du mois d'avril 2014.

Dans un contexte d'« embouteillage au guichet DPO » (Département du Partenariat avec les ONG) et sachant que Peuples Solidaires est un acteur nouveau sur ce type de demande à la DPO, plusieurs échanges ont été nécessaires pour bien expliquer l'Approche par les Droits ainsi que la logique du projet. Ces échanges avec l'AFD nous ont aussi

permis d'améliorer le projet, ce qui est très positif : un volet de sensibilisation des hommes a été ajouté et l'approche pour les activités agricoles a été renforcée avec un volet innovant « Champs Ecole » correspondant à des Cercles Reflect menés « aux champs ». Une version 2 du projet a été déposée en décembre 2014 et le projet a été accepté par l'AFD le 18 février 2015 avec un cofinancement à hauteur de 420 000 Euros sur 3 ans. Nous travaillons avec ActionAid Sénégal et le secrétariat international d'ActionAid pour que le projet démarre dans de bonnes conditions au mois d'avril. (FM)

Fruits de Palabres N° 53 / mars 2015

peuples solidaires

## UNFOLLOWME - Stop à la surveillance de masse

Alors que le débat sur la sécurité occupe l'espace politique et médiatique, des Etats ont développé de manière dramatique leurs pratiques de surveillance de masse, dans une absence quasi-totale de transparence. Amnesty International lance une campagne mondiale #UnfollowMe visant à faire interdire ces pratiques qui portent atteinte à la vie privée, à la liberté d'expression et à la démocratie.

Les gens veulent être suivis par leurs amis, pas par leur gouvernement.

Publiés à cette occasion, les résultats d'un sondage mené dans 13 pays montrent qu'une majorité rejette la surveillance de masse (71 % des personnes sondées).

Cette surveillance de masse est menée par les « Five Eyes » : Etats-Unis, Grande Bretagne, Australie, Canada et Nouvelle Zélande qui ont mis en place une alliance de leurs services de renseignements.

Une pétition est adressée aux dirigeants de ces cinq pays pour qu'ils cessent leur programme : <http://www.amnesty.fr/UnfollowMe>. Empêchez-les de vous surveiller, signez cette pétition, informez-vous plus avant sur le site d'Amnesty International, et restez particulièrement attentifs aux pouvoirs de surveillance accrus dont devraient bénéficier les agences de renseignement françaises, comme le prévoit le projet de loi présenté au Parlement français le 20 Mars.

Amnesty International Groupe 74

droits humains

# « POUR LES PATRONS, TOUT EST BON DANS LE MACRON ? »

Cette première rencontre-débat, organisé par la CGT, la FSU et Solidaires, a eu lieu à la Maison des syndicats d'Évry, le 20 mars et a été animé par Nathalie Carmeni, de la Nouvelle Vie Ouvrière. Elle a attiré plus de 200 personnes et a été marqué principalement par l'intervention de Gérard Filoche qui a décortiqué la loi Macron. Nous avons demandé à Jean-Yves Sage, d'ATTAC, de nous la résumer.

## La loi Macron expliquée par Gérard Filoche

Gérard Filoche est en retard à cause de problèmes de circulation. En attendant, et comme une magnifique illustration de ce que pourrait être l'avenir selon Macron, des salariées de Appel24 viennent témoigner de leurs conditions de travail et de leur lutte. Appel24 est une société de télésecrétariat médical d'Évry dirigée par Monsieur Alain Karadjian. Les salaires sont minimum, l'argent de la formation est détourné, les droits sont bafoués, le harcèlement est patent. Les salariées, elles sont une dizaine, très dignes, expliquent leur combat. Elles sont en grève et réclament des augmentations de salaire et de la considération. Elles ont reçu le soutien de la CGT, elles sont encouragées par la salle et une collecte s'organise spontanément.

Gérard Filoche plante le décor tout de suite : la loi Macron, c'est l'émanation du droit anglo-américain, c'est la loi d'un banquier d'affaires qui a déjà fait fortune et qui a une vision sociale tout à fait méprisable puisqu'il veut plus de milliardaires alors que tout le monde sait que les énormes fortunes ne se bâtissent que sur la misère et le malheur des populations. La théorie du ruissellement économique (la fortune des riches qui enrichit aussi les pauvres), ce n'est que de la propagande, la réalité c'est celle du pompage (la misère du pauvre qui enrichit le riche)...

La loi Macron est composée de 106 articles. Les médias n'ont retenu que l'article sur le travail le dimanche mais c'est le nez rouge, en réalité il y a bien cet article mais avec 105 autres, tous aussi pervers les uns que les autres.

En piochant au hasard dans cette loi, on trouve un projet de privatisation du don du sang, le rétablissement du secret des affaires (pour que les futurs Cahuzac soient mieux camouflés), la protection du patrimoine des patrons qui font faillite, le

droit pour les hôpitaux de spéculer à l'étranger... Il n'y a rien sur les retraites chapeau que les actionnaires donnent aux dirigeants qui les servent. Et le travail de nuit va s'appeler le travail en soirée.

La loi sur le repos hebdomadaire du dimanche a été votée en 1906 à l'unanimité, ce temps de repos commun donne un rythme à la société, permet de mieux vivre ensemble. L'attaquer n'a aucun sens économique, c'est un combat purement idéologique, pour casser du lien social. Quant aux avantages que pourraient en retirer les salariés, comme les augmentations ou les protections, comme le principe du volontariat, c'est du pipeau, de la propagande.



Le plus grave est sans doute la modification de l'article 2064 du Code civil qui stipule qu'aucun contrat de gré à gré ne peut se substituer au contrat de travail régi par le Code du travail. La relation patron-salarié n'est pas égalitaire, c'est une relation de subordination (le patron commande et le salarié exécute) et le Code du travail est là, justement, pour compenser cette inégalité consubstantielle à la relation. L'abrogation de l'article 2064 permettra de se passer du Droit du travail, de transformer tous les salariés en auto-entrepreneurs, d'exaucer le rêve du MEDEF : instituer la soumission librement consentie, instituer la précarité comme horizon indépassable...

Le Code du travail, c'est l'indice d'évolution d'une société. Il est attaqué de façon organisée. Bayrou a fait un numéro à la télé en présentant le bouquin comme énorme par rapport à son équivalent suisse et prétendant que c'est cette masse de pages qui empêche l'économie

française de redémarrer. Mensonges d'un ignare. D'abord il n'y a pas de Code du travail suisse. Ensuite le Code français a 675 pages de lois et 3300 pages de commentaires (« c'est Sagan annotée par Proust », ose Filoche). Aux prud'hommes, il n'y a que 10 articles du Code qui servent, le Code est parfaitement opératoire. La loi Macron, c'est l'étouffement programmé des Prud'hommes dont les décisions devront être justifiées et le nombre de conseillers réduit de moitié. C'est aussi la promotion des tribunaux arbitraux, la justice privée qui a donné 400 millions à Tapie. C'est le recul du droit des handicapés. C'est la promotion de l'épargne salariale qui intéresse tant les patrons. C'est la suppression du contrôle de licenciement, le salarié pourra gagner devant la Justice mais ne sera ni réintégré, ni indemnisé. Et les groupes ne seront plus responsables de leurs filiales...

Il y a aussi le travail des enfants. La loi Macron aggrave le démantèlement des protections de l'enfant au travail, notamment tout ce qui concerne la sécurité, pour que les patrons rechignent moins à embaucher des apprentis.

En conclusion, la loi Macron n'a qu'un seul objectif, c'est de tout casser dans le domaine social. La meilleure façon de combattre cette loi, c'est de la bien connaître. Car dans cette loi, il n'y a rien de bon, tout est mauvais dans le Macron.

Gérard Filoche aurait encore pu nous éclairer longuement sur cette loi Macron qu'il connaît parfaitement. Mais la journaliste qui dirigeait le débat a préféré limiter son intervention pour que les responsables syndicaux locaux puissent dire des choses. Il y a eu une grande frustration, d'autant qu'à la Maison des Syndicats il n'y a pas de contraintes horaires drastiques... Dommage.

*Le débat audio intégral, son minutage et ses images sont disponibles sur <http://local.attac.org/attac91>*

Attac Centre-Essonne

# L'EXPLOITATION DU GAZ DE SCHISTE EN FRANCE ET AU-DELÀ

Cette rencontre-débat a eu lieu samedi 21 mars après-midi, à la Maison des Syndicats, à l'initiative du Collectif Non au Gaz de schiste 91. Elle a été animée par Philippe Pascot et David Ammar. Nous avons demandé à Zine-Eddine Mjati, de EELV, de nous en rendre compte.



La conférence a commencé par la projection du film de Michel Tedoldi « Gaz de schiste : les lobbies contre-attaquent ». Le film traite de l'exploitation du gaz de schiste aux USA, pays où s'est développée d'une manière effrénée cette exploitation. En effet, plus de 500 000 puits ont été forés depuis 2005. Il traite ensuite de l'action des lobbies pour permettre l'exploitation en France où apparemment le sous-sol regorge de gaz de schiste.

Aux USA, on parle de miracle économique. Le prix du gaz a été divisé par quatre. On parle même d'autosuffisance ? Mais, cette indépendance énergétique s'accompagne d'un désastre écologique et sanitaire. Dans des champs avoisinant les puits, on y trouve jusqu'à 50 résidus chimiques différents. La fracturation Hydraulique laisse échapper des métaux lourds, des hydrocarbures et de la radioactivité, qui contaminent la nappe phréatique, les sols et l'air. Parmi les entreprises qui exploitent le gaz de schiste aux USA, on compte deux françaises. Il s'agit de TOTAL et de GDF SUEZ. Ces deux entreprises appuyées par des lobbyistes, notamment l'Union Française des Industries Pétrolières (l'UFIP) et son Président Jean-Louis Schilansky, ainsi que Jean-Louis Beffa, Président d'honneur de Saint-Gobain demandent à cor et à cri le droit d'exploiter le gaz de schiste en France. Mais, la mobilisation citoyenne d'avril 2011 sur tout le territoire français a poussé le gouvernement de Nicolas Sarkozy à interdire toute exploitation par fracturation hydraulique.

En effet, en juillet 2011, tous les permis d'exploitation ont été abrogés. Il s'agit là d'un camouflé subtil par les lobbies pétroliers. Mais ils ne s'avouent pas vaincus pour autant. Une nouvelle bataille va bientôt s'engager.

## 1er phase :

### La lutte contre Delphine Batho.

Dès sa nomination en juin 2012 comme ministre de l'écologie, Delphine Batho va demander au chef de l'Etat de durcir la loi sur le gaz de schiste. Elle souhaite interdire, en plus de l'exploitation, tout forage pour l'exploration et la recherche. C'est justement à ce moment-là que les lobbies ont déposé des demandes de permis d'expérimentation et de recherche. Lors de la conférence environnementale du 14 septembre 2012 F. Hollande rejette les sept permis déposés.

Une levée de bouclier de la part des pétroliers va s'opérer. Ils vont contre-attaquer en développant l'idée de l'indépendance énergétique de la France, notamment en gaz, et l'économie que cela supposerait. Le deuxième argumentaire est celui de l'emploi, surtout dans une période où le chômage bat son plein. Ils vont donc avancer l'idée que l'exploitation du gaz de schiste va engendrer la création de 100 000 emplois. Ces chiffres vont être publiés le 14 septembre 2012, au moment même où le Président de la République interdit les permis de recherche. Ces chiffres proviennent d'une étude produite par un cabinet de conseil « SIA PARTENERS » lié à GRT une filiale de GDF SUEZ.

Le Combat contre Delphine Batho va se poursuivre jusqu'à son limogeage le 2 juillet 2013. Elle sera victime de lobbies œuvrant au sein même de la Présidence de la République. En effet, le patron de « VALOREC », qui a annoncé sa marginalisation des semaines à l'avance, est le mari de Sylvie AUBAC directrice du cabinet de F. Hollande.

## 2ème phase :

### Le combat médiatique et la diffusion de leurs idées.

Ainsi, le 1er novembre 2012, dans le JDD, 98 PDG proposent au gouvernement un pacte pour relancer la croissance et l'emploi. Parmi ces PDG on trouve bien sûr les PDG les plus concernés par l'exploitation du gaz de schiste, notamment ceux de Total, de GDF, et de VALOREC, numéro 1 mondial des tubages en acier utilisés notamment dans la fracturation hydraulique. Dans leur recommandation, on trouve bien sûr l'exploitation du gaz de schiste. Mais s'appuyer sur les grands partons n'est pas suffisant. Ils vont chercher le soutien des politiques, pour pouvoir légiférer en leur faveur. C'est dans ce but qu'ils organisent des repas pour pouvoir convaincre les politiques.

## La 3ème phase :

### Elle étre celle où se joue la carte de l'écologie : Le Greenwaching.

L'apôtre de cette méthode est la société Américaine « Ecorpstim » qui va développer une alternative à la fracturation hydraulique. Elle propose une fracturation au propane au lieu de l'eau et sans produits chimiques. Sa représentante en France va se déployer dans un premier temps pour convaincre Arnaud Montebourg, et, dans un deuxième, pour faire du lobbying auprès de l'« OPECST » : cette commission rassemble une quarantaine de parlementaires qui planchent sur les alternatives à la fracturation hydraulique. A leur tête, Christian Bataille député socialiste, et Jean-Claude Lenoir, sénateur UMP, deux partisans avoués de l'exploitation de gaz de schiste. Ils organisent des auditions qui devaient être à égalité entre les pro et les anti-gaz de schiste. Mais 80% des auditions réalisées donnent la parole aux pro-gaz de schiste, surtout à certains scientifiques trop liés à l'industrie du pétrole. La conclusion du rapport de l'« OPECST » tient en une phrase : « Il ne faut pas obérer l'avenir en interdisant la recherche »...

# LA FINANCIARISATION DE LA PROTECTION SOCIALE ET LA DETTE DES CAISSES DE SECURITE SOCIALE

Cette conférence-débat a eu lieu le vendredi 27 mars à la Maison des Syndicats et a été animée par Olivier Nobile, responsable de la commission Protection sociale à l'UFAL (Union des Familles Laïques), Pascal Franchet du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde), auteur du rapport sur la dette de la Sécurité Sociale, et Didier Brisebourg, coordinateur d'ATTAC Centre-Essonne.

## Historique.

2015, c'est le 70ème anniversaire de la création de la Sécurité Sociale. Il faut commémorer, c'est très important. La Sécu, c'est une conquête sociale essentielle qui est attaquée de toutes parts et qui est assez mal défendue, surtout par ceux qui devraient la défendre. La Sécu est un système de droit privé en charge d'un Service Public, c'est une conquête du droit social, une préfiguration de la République sociale. Le système est largement décentralisé, c'est le lieu de la démocratie sociale. Elle s'appuie sur les ordonnances de 1945, sur le préambule de la Constitution de 1946, sur la Charte de l'ONU.

## Éloge de la cotisation sociale.

La cotisation sociale est le socle de la Protection sociale. C'est la cotisation qui fait de la Sécu une institution du salaire socialisé. Ce n'est pas un système redistributif comme l'impôt, c'est un système distributif. Les cotisations sont utilisées dès qu'elles sont collectées par les URSAFF qui mettent immédiatement les sommes à disposition des diverses Caisses. Dans le principe, il n'y a pas de délai et donc pas de financiarisation. Tout est salaire : l'employeur paie un salaire total qui se décompose en deux, le salaire net que reçoit le salarié et la cotisation sociale qui est un salaire socialisé. Les autres concepts comme le salaire brut ou les "charges" n'ont pas une réalité objective. La cotisation confère un droit à prestations. C'est un droit d'essence collective, décorrélé de la décision politique.

## Des chiffres pour relativiser.

Le budget de la Sécu représente 39% du PIB et 1,5 fois le budget de l'État. Le déficit de la Sécu est inférieur à 3% de son budget. Le dernier exercice excédentaire de la Sécu date de 2001, celui de l'État de 1974. Le déficit est de 10 MME (milliards

d'€), les exonérations sont de 30 MME, le CICE (Crédit Impôt Recherche) coûte 20 MME, le pacte de responsabilité 9 MME. La dette de la Sécu est de 220 MME (7 fois inférieure à la dette de l'État), la dette des collectivités locales est de 175 MME. La dotation de l'État était de 18% en 1959, 10% en 1990, 8% aujourd'hui.

## Les dangers qui menacent la protection sociale.

Le déficit de la Sécu est voulu, organisé, c'est une arme pour la détruire et pour que la finance mette la main sur les 500 MME de son budget. Dans la répartition de la richesse, entre 1982 et 2010, les salaires (salaires nets + cotisations) ont perdu 9,3 points de PIB au profit des profits.

Il y a plusieurs stratégies à l'œuvre pour attaquer le budget de la Sécu :

- 1) Les exonérations de cotisations : soi-disant pour lutter contre le chômage, c'est inefficace, ça crée des trappes à bas salaires et ça transfère sur les ménages (par la CSG) ce qui relevait de l'employeur.
- 2) Les contournements du salaire : de multiples rémunérations échappent à la cotisation, par exemption ou par plafonnement.
- 3) Les charges indues : l'État ne compense pas toutes les dépenses qui incombent indûment à la Sécu.
- 4) L'immobilisme : depuis 1983, le taux de l'UNEDIC est inchangé alors que le chômage a explosé.
- 5) La fiscalisation est l'ennemi le plus insidieux de la cotisation sociale. L'attaque a été menée par Rocard avec l'invention de la CSG, au prétexte qu'il fallait élargir l'assiette de cotisation aux revenus autres que ceux du travail. C'est un leurre parce que la CSG n'est pas une cotisation, c'est un impôt et, qui plus est, un impôt majoritairement sur le travail ! Et la fiscalisation, c'est la fin de la démocratie sociale. Plus généralement, toutes les

fausses bonnes idées pour taxer les profits par des impôts sont des leurres qui détruisent la cotisation et donc la protection sociale. La meilleure façon de taxer le capital, c'est d'augmenter les salaires !

La financiarisation est insidieuse. Le flux des 2000 MME annuels passe par les banques privées qui se sucent au passage. En 1996 ont été créées par Juppé la CADES (Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale) et la CRDS (Contribution au Remboursement de la Dette Sociale). Et on a découvert que la CADES avait un compte chez Clearstream ! L'ACOSS, la banque de la Sécu, emprunte sur les marchés financiers depuis 2003 et elle émet des billets de trésorerie à la City de Londres ! La protection sociale côtoie l'argent mafieux par les pires banques privées !

Le projet politique du MEDEF et des libéraux qui gouvernement est de stratifier les salariés en 3 classes : les super-salariés détournés du salaire et de la cotisation, les salariés sous contrôle social des employeurs et les inemployables laissés à l'assistanat et à l'économie parallèle (15 % du PIB).

## Que faire avec la dette sociale ?

D'abord, qui doit à qui ? Les employeurs sont débiteurs de la Protection sociale et la population est créditrice, et non l'inverse ! Il faut revenir à la cotisation, abandonner la fiscalisation, refaire des élections à la Sécu. La dette est certes légale mais elle est illégitime au regard de son socle juridique de 1945 et 1946. Et depuis 1945, il y a eu 169 annulations de dettes...

Le programme du Conseil National de la Résistance s'appelait **Les Jours heureux**. Le débat audio intégral, son minutage et ses images sont disponibles sur <http://local.attac.org/attac91>

Attac Centre-Essonne

# UNE CONFÉRENCE DE RÉDACTION AU LYCÉE GEORGES BRASSENS

« Aujourd'hui vendredi 27 mars, que mettriez-vous en gros titre en une de votre quotidien? » Si Alexandre est pour mettre en avant les élections départementales dont le second tour aura lieu le surlendemain, Céline, Quentin et Willem préfèrent titrer de nouveau sur le crash de l'Airbus qui a eu lieu trois jours avant. Que choisir pour être le plus proche de l'actualité ? Les arguments fusent de part et d'autre. Nous ne sommes pourtant ni à Libé, ni à l'Huma ni même au Figaro en pleine conférence de rédaction, mais bien au lycée Georges Brassens de Courcouronnes.

Dans le cadre de la semaine de la presse et des médias, avec M. Quevedo, leur professeur de français et M. Clément, professeur de philo venu en curieux, ils étaient une petite quinzaine d'élèves de 2nde 5 à participer à un atelier d'écriture journalistique et à se confronter aux choix rédactionnels auxquels sont, chaque jour, soumis les professionnels de la presse. Après que Claude Peschanski, journaliste retraitée, leur a fait découvrir la « brique » du jour, c'est-à-dire l'ensemble de la presse quotidienne, ils la feuilletaient,

repéraient la titraille, la hiérarchie des titres, les différentes rubriques, changeantes selon le journal et selon le lecteur ciblé, les journaux comme L'Humanité et La Croix aux opinions ouvertement affichées, et ceux qui avançaient plus masqués...

Juste le temps de repérer les différents types d'articles, éditorial, interview, enquête, reportage, portrait et brève... D'énumérer les fameux 5 W, gage d'une information essentielle : Who, (qui), What, (quoi), When, (quand), Where, (Où), Why, (comment)... Et de se lancer dans l'écriture d'une brève... Céline rédigeant une brève sur les populations kurdes d'Irak menacées par Daesh, et Willem une autre sur la sortie d'un clip de rap ce vendredi soir à Juvisy. Et déjà les deux heures étaient passées. Mais nous reviendrons peut-être...

Au CDI, comme les autres élèves du lycée, ils pouvaient voir l'expo « Croquer », réalisée à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme ; une dizaine de dessinateurs dont Plantu, Man, Jiho, Deligne, Faro et Yacine, ont chacun croqué un des droits fondamentaux de l'homme. Jean Ganeval, de la LDH, dans l'après-midi amenait des

élèves du lycée Auguste Perret à décrypter ces dessins de presse. De quoi rire mais aussi réfléchir voire s'alarmer !

Au cœur de cette semaine dédiée à la liberté d'expression et de la presse, la Maison du Monde et la LDH se sont mobilisées pour rappeler que ces libertés assurées en France par la loi de 1881, sont les fruits de longs combats, et ne sont jamais définitivement acquises, et loin d'être présentes partout à travers le monde, qu'il faut lutter pour les acquérir ou les préserver. Y compris quand on est lycéen...

Claude Peschanski

Observatoire Citoyen du CRA de Palaiseau



## VIVRE ENSEMBLE : 10 CINEASTES CONTRE LE RACISME ORDINAIRE

Les événements de ces derniers mois ont remis la question du « Vivre Ensemble » en exergue. Elle est au cœur des statuts de la Maison du Monde depuis plus de 30 ans et nous savons bien que nous avons un devoir de vigilance et de veilleur pour sans cesse rappeler ses enjeux.

En 2009, à la demande de SOS Racisme, 10 réalisateurs ont été sollicités pour que chacun crée un clip de 3 minutes déclinant le « Vivre Ensemble ». Des artistes d'horizons et de profils très divers : des jeunes et des plus anciens ; des habitués de l'engagement politique et ceux qui ne l'ont jamais fait ; ceux qui appartiennent aux minorités visibles ; ceux qui, souvent dans l'exercice de leur art, parlent de l'intolérance et ceux qui se

penchent sur le sujet pour la première fois ; ceux qui viennent du cinéma de fiction, du documentaire ou d'un autre champ artistique.

Ce mardi 24 mars au soir, à la Maison du Monde, nous avons donc, pour chaque clip projeté, proposé aux participants de réagir à chaud à ces expressions de style très variées. Nous avons pu constater nos différences de compréhension, d'interprétation et de perception face à une contribution cinématographique. Ce fut l'occasion d'échanger sur le fond : le racisme, l'indifférence, l'exclusion, qui nous guettent au quotidien... mais aussi sur les formes d'expression et notre sensibilité face à une expression artistique.

Nous avons pu partager nos propres expériences, nos limites, nos échecs même. Nous avons pu constater nos différences de sensibilités, de perceptions et d'interprétation. Finalement, nous avons pu expérimenter la richesse du « Vivre Ensemble » quand il s'appuie sur la liberté d'expression, la créativité, et l'émotivité.

Si vous n'avez pu participer à cette soirée, vous pouvez toujours visualiser ces clips sur Internet (<http://www.poissonsvolants.com/project/vivre-ensemble/>) ou récupérer le DVD « Vivre Ensemble » à la médiathèque d'Evry. Cela peut-être un bon support d'échanges en famille, à l'école.

Bonne projection !!!

Bruno Chaveron

# Le Forum Social Mondial 2015 sous le signe de la Dignité et des Droits

café de l'actu

forum social mondial de Tunis

Le FSM est né en 2001 à Porto Alegre en contrepoint du forum économique de Davos. C'est la réponse de la société civile qui veut peser de tout son poids pour l'intérêt commun. L'objectif recherché est de faire partager des outils, des expériences, des méthodologies aussi, des questionnements parfois pour aller au-delà des modèles macroéconomiques aborder enfin les problèmes sociaux qu'ils peuvent générer et sources de tant de conflits et aussi parfois d'erreurs irréversibles de gouvernance et si néfastes pour les pays les plus fragiles confrontés à la pauvreté, au manque de ressources ou victimes de guerres ou conflits internes.

Ces forums sociaux ne sont pas de simples pieds de nez ou des « cases à palabres » isolées face aux décideurs de notre planète mais ils tirent des fils de la réflexion et de la construction solidaire Nord-Sud et attirent des économistes et sociologues de tous horizons planétaires qui sont porteurs d'idées neuves ou de constructions patientes chargées d'espoir et de réconfort dans ce monde si troublé et si inégalitaire aujourd'hui, car ils ne lâchent pas prise dans leur combat contre les injustices socioéconomiques.

Cette édition 2015 n'aura rassemblé que 45000 personnes, score de fréquentation le plus faible depuis que ces forums sont nés ; l'attaque meurtrière du Bardo quelques jours plus tôt n'y est sans doute pas étrangère.

Certains ont parlé d'échec, d'autres d'essoufflement, pour autant même s'il l'on a pu dénoncer quelques ratés organisationnels et la mise en retrait de certains villages notamment celui de la Palestine, avec de surcroît un temps « girouette » qui a conduit à annuler quelques manifestations extérieures.



Les représentants des pays du Bassin méditerranéen étaient nettement majoritaires à ce forum. Nombre de débats auxquels j'ai participé portaient sur les atouts de cette zone qui concentre à elle seule notamment 30 % des échanges maritimes mondiaux, sa puissance autant que ses faiblesses en terme de gouvernance, les dangers qui la menacent, les grandes inégalités d'un pays à l'autre... Quelle capacité avons-nous pour construire ensemble par-delà une Europe protectionniste une « Mare nostrum », dont nous Français comme de nombreux autres européens faisons partie ? Comment agir sur un plan d'ensemble dans une communauté de moyens pour respecter les terres agricoles et l'eau des nappes profondes aux portes des déserts dans le cadre des engagements sur le climat et

permettre aux paysans et à leurs familles de vivre dignement de leur travail .

A ce forum j'ai aussi pris la mesure de l'énorme travail entrepris sur le continent américain autour de la forêt amazonienne pour éviter la déforestation, stabiliser et respecter les populations qui y vivent et revenir à des modes de culture vivrière plus respectueux des équilibres écologiques et j'ai aussi cru comprendre au passage qu'il était temps qu'en Guyane française on s'y mette un peu.

Et puis, en parallèle se déroulait le FMML (forum mondial des médias libres) avec notamment un débat sur les caricatures très grandement animé par nos petits camarades de RITIMO, avec quelques mouvements de salle bien maîtrisés. Intéressant, pas seulement pour moi, il a même eu un écho favorable dans Libé. A l'entrée se trouvait aussi une expo de caricatures de journaux de tous les continents montrant que le sens donné à un dessin n'est pas le même d'un pays à l'autre.

Mais je ne vais pas tout vous raconter par le menu, les grandes assemblées comme celle des femmes un peu agitée avec des Sahraouies qui nous passaient une fois de plus le message de leurs luttes oubliées, les rencontres sur les stands, les échanges avec des militants de Peuples Solidaires ,Ritimo, le CRID, Artisans du Monde ..., les visites aux stands de différents pays, les





rencontres avec les potières de Sejnane et les échanges si intenses notamment sur les stands d'associations tunisiennes.

Nous pourrions si vous le souhaitez réfléchir ensemble sur les grands dossiers qui concrétisent les suites de la révolution de jasmin, sur la place des femmes dans le monde paysan, sur les travaux constitutionnels sur les droits civiques dans ce même Pays. Les militants et responsables associatifs de tous âges nous ont aussi rappelé ou fait découvrir l'énorme travail de mémoire accompli et qui se poursuit par rapport aux disparus tunisiens en Méditerranée, la tâche immense à laquelle ils sont aussi confrontés en première ligne avant l'Europe avec l'accueil des réfugiés de Libye, de Syrie, d'Irak et d'Afrique subsaharienne sans se plaindre. Mais à quel défi sont-ils confrontés quand on sait



leur peu de moyens et la faiblesse des aides internationales. En effet il est important de rappeler que ce petit pays d'à peine plus de dix millions d'habitants a actuellement plus de deux millions de réfugiés sur son propre sol sans compter les clandestins qui transitent ou résident sans être comptabilisés.

J'ai aussi rencontré de jeunes diplômés chômeurs qui ont su s'organiser en syndicat pour trouver du travail et s'entraider. Enfin, plusieurs débats ont permis d'échanger sur les avancées de partenariats public-privé dans un cadre novateur et enfin dans plusieurs débats sur l'énergie leurs actions projets d'extraction du gaz de schiste.

Ce forum a réuni autour de 1000 ateliers, des tables rondes et des débats, permis des échanges d'expériences auxquels ont assisté des militants de 120 nationalités, associatifs, syndicalistes, politiques, chercheurs, économistes, paysans de tous les âges, avec aussi des jeunes chômeurs aussi diplômés qu'organisés.

Un grand moment fut celui de la marche pour la liberté, l'égalité, la justice sociale et la paix qui s'est rendue jusqu'au musée du Bardo.



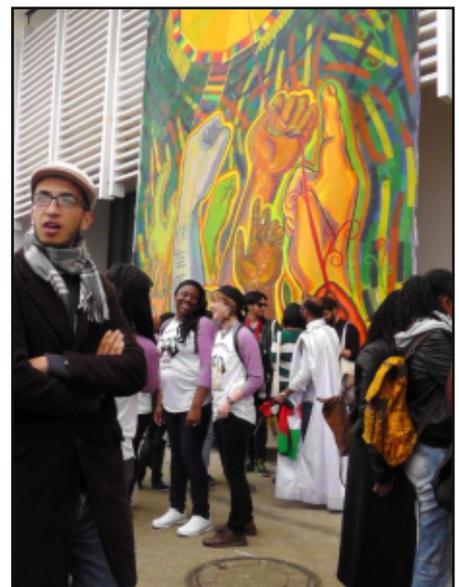
Ce qui est rassurant toutefois, c'est que, dans un climat mondial pourtant particulièrement sombre avec une couverture médiatique quasi nulle, ce forum a permis des synthèses « convergences » avec l'objectif de mettre en avant les grands défis de mobilisation citoyenne pour l'année à venir, notamment sur le climat avec la CPO 21, les traités de libre-échange avec leur lot de dangers générés par un néolibéralisme gouverné par la finance et l'appât des dividendes. Ont aussi fait l'objet de débats conclusifs l'égalité de genre avec la marche mondiale des femmes et aussi les grands axes et objectifs de développement durable négociés à l'ONU, et puis enfin des vœux concernant le réchauffement climatique, les échanges Nord-Sud et le soutien de tous aux actions de démocratisation menées par la société civile tunisienne dans sa marche en avant démocratique.

Ces assemblées, ces échanges et ces rencontres ont été pour moi plus qu'un remue-méninges. Ce forum m'a permis en tant que responsable associative de prendre la mesure de la tâche à accomplir pour répondre aux défis qui nous attendent sur les chemins de la dignité, de la liberté et des droits.

Certes cela donne des clés et des outils pour une meilleure compréhension des problèmes en les resituant à l'échelle planétaire et en valorisant des réalisations exemplaires à l'autre bout de la planète. Ce sont le plus souvent des petits pas, mais ils peuvent devenir des pas de géants pour l'humanité si les Etats s'en emparent dans leurs palettes de thématiques de développement et se donnent les moyens de les mettre en œuvre à grande échelle.

Car la question est bien d'avancer ensemble, société civile, politiques et pouvoirs publics, là où nous sommes pour tracer des chemins de liberté et de respect mutuel pour un monde qui ne doit plus être clivant, avec toujours au cœur l'objectif d'accompagner les démocraties émergentes pour les aider à consolider leurs acquis et leur permettre de s'en sortir économiquement, socialement et culturellement sans ces exodes massifs que nous connaissons aujourd'hui.

Myriam Heilbronn



GRILLE N° 131

Massacres culturels

par Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I							■			
II									■	
III							■			
IV				■						■
V					■					
VI	■			■						
VII		■					■			
VIII			■		■					■
IX						■	■	■		
X					■					
XI										■

Horizontalement

**I.** Si ce «dictateur» a tenté de faire disparaître physiquement le peuple juif, l'EI veut tuer l'âme des peuples soumis en faisant table rase des traces du passé pré-islamique. En faisant disparaître l'«appellation» des cités palestiniennes, l'Etat israélien veut tuer la mémoire et l'identité du peuple palestinien. **II.** Ces crimes contre la culture se passent là où justement est née la «représentation de la pensée par des signes visibles». **III.** Ce «musée français», et pas que lui, détient des œuvres volées. «Ville du Mali» proche de Tombouctou dont une quinzaine de mausolées ont été détruits par Ansar Dine. **IV.** «Extrémiste», mais pas vandale. L'EI restera un Etat «vedette» pour combien de temps ? **V.** Plantes purgatives. Avec ce mot, c'est la question existentielle d'Hamlet qui se pose aux gens dont l'EI veut détruire la culture. **VI.** Lettres d'Assad. L'EI détruit ces œuvres parce que ce sont des œuvres «de mécréants». **VII.** Par cette haine qui se déchaîne, les Américains récoltent ce qu'ils ont «cultivé» en détruisant l'Etat irakien. «Enlève» ou lettres de bibliothèque. **VIII.** Pizarro et ses sbires ont détruit temples et statues des Incas pour récupérer le «métal précieux». Si ce célèbre «tableau de Léonard de Vinci» tombait entre les mains de l'EI, il subirait le même sort. **IX.** Non seulement les Américains n'ont pas respecté la Convention de cette «capitale européenne» pour la protection préventive des biens culturels en cas de conflit armé, mais ils ont laissé piller le musée de Bagdad en 2003. Ce «dieu égyptien» a intérêt à veiller sur les trésors de la vallée du Nil ! **X.** Cet «office tunisien» est fait pour protéger et valoriser l'artisanat du pays. Pionnier de la photographie. **XI.** Préfixe du système international d'unités qui représente 10<sup>-9</sup>. Si on laisse faire tous les vandales, le monde deviendra un immense «désert» culturel.

Verticalement

**1.** A quoi sert d'exprimer son regret par cette «interjection» devant un tel désastre quand on l'a favorisé ? En arrivant en Algérie, par exemple, l'«occupant» français a commencé par détruire les magnifiques palais de la basse Casbah d'Alger. **2.** En Anatolie, on voit les traces laissées dans les églises par la destruction des «images» sous l'empire byzantin. Si vous ajoutez «plazza», c'est le nom de cet immeuble-atelier textile de Dacca qui a tué 1127 personnes le 13/05/13 en s'effondrant sur ces esclaves modernes. **3.** En fait, envahisseurs américains ou djihadistes, ce sont des «malfaiteurs» qui ont fait main basse sur les musées pour monnayer des milliers de pièces. «Ethnie majoritaire en Chine», elle colonise progressivement Tibet, Xinjiang et Mongolie intérieure pour anéantir leur culture. **4.** Cet «ouvrage», qui est le symbole de la culture, est si dangereux que l'Inquisition, l'EI ou Ansar Dine ont fait d'immenses autodafés. Cette «muse de la poésie lyrique et érotique» a de gros soucis à se faire ! **5.** Lettres d'Euterpe, muse de la musique, également interdite par l'EI. Puce informatique. **6.** Les casseurs de Mossoul se sont «précipités» avec leurs marteaux, piqueurs ou pas, sur les statues du musée. «Protecteur» des œuvres d'art. **7.** Tonne équivalent pétrole ou lettres de temple. Dans le Parthénon. **8.** Olivier Roy parle de «nihilisme» à propos de cette politique destructrice de l'EI. Abou-Bakr-al-Baghdadi est le «grand chef» de l'EI. **9.** Qui «stoppera» cette folie ? **10.** La Révolution culturelle en Chine, sous la houlette du «Grand Timonier» en a détruit des trésors ! Sur la rose des vents. Finalement, quelle que soit la forme de l'«expression par des créations humaines d'un idéal esthétique», à part la calligraphie du Coran, c'est cela que veut éliminer l'EI.

agenda

*Mercredi 6 mai*  
à 19h à la Maison des Syndicats d'Evry  
Place des Terrasses  
Rencontre-débat  
**« Des Indignés à Podemos, mobilisation populaire en Espagne »**  
avec Irma Heras et Alberto Minguez  
du Cercle Podemos Paris

*Mardi 2 juin*  
à 18h30 à la Maison du Monde  
**Café de l'actu**  
avec "Electriciens Sans Frontières" dans le cadre du futur programme d'Alternatiba

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	I	N	S	U	L	T	E	S	■	H
II	N	I	L	■	U	R	S	U	L	A
III	E	D	O	■	M	A	C	■	U	R
IV	G	■	G	U	E	U	L	E	■	C
V	A	G	A	R	■	M	A	N	T	E
VI	L	U	N	U	■	A	V	R	I	L
VII	I	E	■	M	V	■	E	O	■	E
VIII	T	R	A	C	A	S	■	L	I	E
IX	E	R	■	I	S	O	L	E	E	■
X	S	E	M	■	T	R	O	E	N	E
XI	■	S	U	J	E	T	■	S	A	S

Corrigé du n°130  
Violences faites aux Femmes